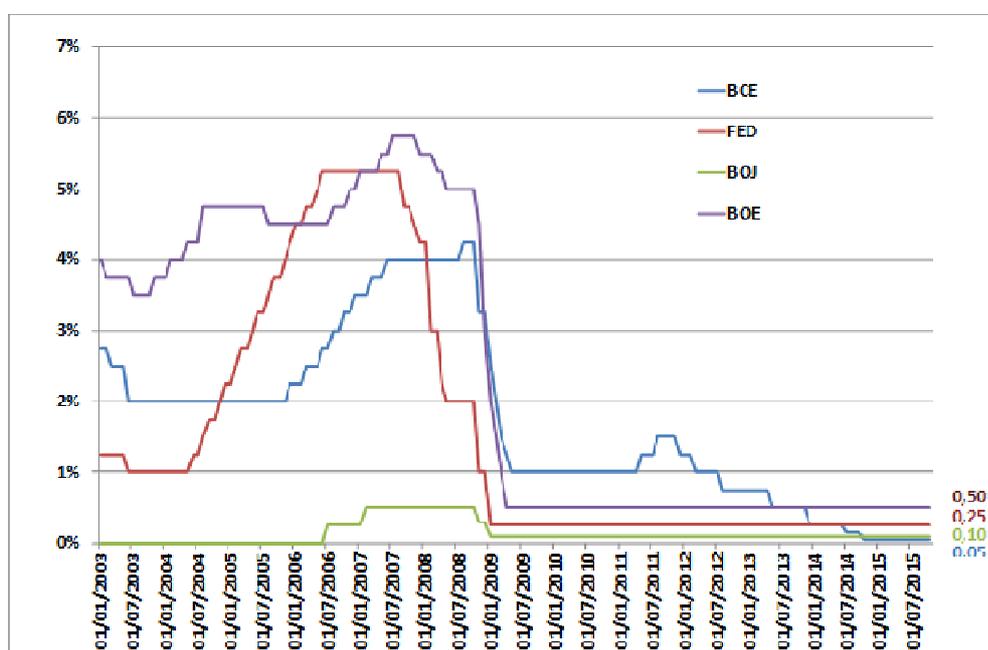


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et mesures non conventionnelles

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 22 octobre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les achats d'actifs se poursuivent sans difficultés et ont toujours une incidence favorable sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Par ailleurs, le Conseil a suivi attentivement les informations disponibles depuis sa réunion de début septembre : « Alors que la demande intérieure dans la zone euro demeure soutenue, les préoccupations concernant les perspectives de croissance sur les marchés émergents et les répercussions éventuelles, pour l'économie, des évolutions observées sur les marchés financiers et des matières premières continuent d'indiquer des risques à la baisse pour les perspectives de croissance et d'inflation. En particulier, la vigueur et la persistance des facteurs qui ralentissent actuellement le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme requièrent une analyse approfondie. Dans ce contexte, le degré de l'orientation accommodante de la politique monétaire devra faire l'objet d'un réexamen lors de notre réunion de politique monétaire qui aura lieu en décembre, lorsque les nouvelles projections macroéconomiques des services de l'Eurosystème seront disponibles. Le Conseil des gouverneurs est disposé à agir et est en mesure de le faire en utilisant, le cas échéant, tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat afin de maintenir une orientation accommodante appropriée. En particulier, il rappelle que le programme d'achats d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous continuerons à mettre pleinement en œuvre les achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016, ou au-delà si nécessaire, et en tout cas jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : augmentation du chômage

Fin août 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité s'établit à 3 571 600. Il augmente de 0,6 % sur un mois (soit +20 000 personnes) et de 4,6 % sur un an.

Europe : taux de chômage en baisse sur un an

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,0 % en août 2015, stable par rapport à juillet 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,5 % d'août 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,5 % en août 2015, stable par rapport à juillet 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'août 2014. Eurostat estime qu'en août 2015, 23,022 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,603 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 33 000 dans l'UE28 et de 1 000 dans la zone euro. Comparé à août 2014, le chômage a baissé de 1,490 million de personnes dans l'UE28 et de 892 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en août 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (5,0 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (25,2 % en juin 2015) et en Espagne (22,2 %).

Inflation

France : repli de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)

En septembre 2015, l'indice des prix à la consommation se replie (-0,4 % après +0,3 % en août). Corrigé des variations saisonnières, il baisse légèrement (-0,1 %) pour le deuxième mois consécutif. Sur un an, il est stable, comme en août.

Inflation en baisse dans la zone euro en août

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en septembre 2015, en baisse par rapport au mois d'août où il était de 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (1,4 %, comparé à 1,3 % en août), suivis des services (1,3 %, comparé à 1,2 % en août), des biens industriels non énergétiques (0,3 %, comparé à 0,4 % en août) et de l'énergie (-8,9 %, comparé à -7,2 % en août).

OCDE

Réformer les règles fiscales internationales pour endiguer l'évasion fiscale des entreprises multinationales

« La mondialisation a ouvert aux entreprises multinationales des possibilités de réduire considérablement leur charge fiscale, en recourant à des dispositifs permettant soit de faire disparaître des bénéfices, soit de les transférer artificiellement vers des zones à fiscalité faible ou nulle. C'est ce phénomène que désigne l'expression « érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) » [...] Les pertes de recettes imputables au phénomène de BEPS sont estimées entre 100 et 240 milliards de dollars US par an, soit entre 4 % et 10 % des recettes de l'impôt sur le bénéfice des sociétés à l'échelle mondiale. » Ce rapport, qui préconise la réalisation de 15 actions pour endiguer le phénomène, sera examiné par les chefs d'État lors du sommet des ministres des finances du G20. <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/beps-rapports-finaux-2015.htm>

Chine

Ralentissement de l'économie

Le ralentissement de l'économie chinoise se confirme au troisième trimestre. Le PIB est descendu à 6,9 %, son plus bas en vigueur depuis 2009. Ces résultats ont soulevé des interrogations sur la fiabilité des statistiques officielles de la part des investisseurs internationaux qui estiment la croissance réelle du pays à environ 5 %. La production industrielle a baissé pour atteindre 5,7 % en septembre contre 6,1 % en août et la consommation nationale d'électricité a diminué de 0,2 % en août sur un an. Les importations ont chuté de 20 % en septembre tandis que les exportations reculaient de 3,7 %. Par ailleurs, les réserves de change ont chuté de 12,5 % sur un peu plus d'une année et sont estimées à 3 500 milliards de dollars. Cette décélération devrait amener le gouvernement à annoncer de nouvelles mesures pour relancer l'activité.

Actualité législative

LOI n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer :

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2015/10/14/OMEX1505701L/jo>

2- Brèves régionales

Election du Président de la République des îles Fidji

Le 12 octobre dernier, deux jours après le 45^e anniversaire d'indépendance des îles Fidji vis-à-vis du Royaume-Uni, le Parlement a élu un nouveau Président pour le pays. M. Jioji KONROTE prendra ses fonctions début novembre et exercera son mandat pour une durée de trois ans. Il a bénéficié du soutien du Premier ministre Franck BAINIMARAMA et de son parti, Fiji First, majoritaire au sein de l'Assemblée issue des élections législatives de septembre 2014. Pour mémoire, ces élections furent les premières organisées démocratiquement depuis le coup d'État de décembre 2006, lequel avait été commandité par le Premier ministre actuel, M. BAINIMARAMA, alors Contre-amiral et Commandant en chef des forces armées.

Réunion de la South Pacific Tourism Organisation

Les représentants des États membres de la *South Pacific Tourism Organisation* (SPTO) se sont retrouvés à Tahiti du 12 au 15 octobre pour participer à la 25^e réunion de l'organisation depuis sa création en 1983. La SPTO, qui compte 18 États membres, a pour vocation première de faire connaître les îles du Pacifique en tant que destination touristique et de mener des actions favorisant le développement d'un tourisme durable, respectueux de l'environnement et de la diversité culturelle. L'ordre du jour incluait, entre autres, la définition d'une « stratégie 2015-2019 de développement touristique de la croisière dans le Pacifique ». Sur le même thème, Tahiti a également accueilli, les 16 et 17 octobre, le premier forum de la croisière dans les îles du Pacifique Sud, la *South Pacific Cruise Alliance* (SPCA). Onze États et territoires insulaires du Pacifique Sud y étaient présents pour parler du développement du secteur de la croisière. La SPCA estime que l'activité de croisière dans la région pourrait doubler dans les prochaines années, d'où l'organisation de ce forum dont l'objectif est de définir une stratégie globale et de réfléchir collectivement aux problématiques liées à la structuration de ce marché.

Entrée de la Communauté du Pacifique à la tribune des Nations-Unies

En 2015, la Communauté du Pacifique, via son Secrétariat Général (CPS) basé en Nouvelle-Calédonie, a fait son entrée en tant qu'« observateur permanent » à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le 26 septembre dernier, elle s'est exprimée pour la première fois de son histoire à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, lors du Sommet consacré aux objectifs de développement durable pour l'après-2015. À cette occasion, M. Colin TUKUITONGA, Directeur général de la Communauté du Pacifique, a présenté les défis majeurs auxquels la région doit faire face, mettant l'accent sur le changement climatique, la pauvreté et les maladies non transmissibles (MNT). Pour répondre à ces défis, l'éducation et la jeunesse doivent être selon lui les priorités politiques de la région : « L'éducation est l'une des pièces maîtresses du développement durable. L'élimination de la pauvreté passe par une évolution des pratiques qui permettra de recentrer les investissements sur la jeunesse, tous secteurs confondus, en ciblant et en impliquant davantage les jeunes les plus vulnérables ».

3 – Brèves locales

Réunion du Comité de suivi des projets du FED

La réunion annuelle du Comité de suivi des projets du Fonds européen de développement (FED) s'est tenue le 16 septembre dernier à l'Administration supérieure. Dirigée par le Préfet et en présence des autorités politiques et coutumières ainsi que de trois représentants de la Commission européenne, cette réunion avait pour objectif de dresser un bilan de l'exécution des projets des IX^e et X^e FED et de travailler sur la programmation du XI^e FED. Ce dernier, qui s'étend jusqu'en 2020, s'élève à 2,3 milliards de F CFP et devrait se focaliser sur le développement des technologies d'information et de communication (TIC) à Wallis-et-Futuna. Le Territoire a fait part de son souhait à ce que le XI^e FED participe au financement du raccordement du Territoire à un câble sous-marin en fibre optique pour une connexion Internet à haut-débit. Concernant la réalisation du X^e FED, dont la dotation est principalement affectée au projet du quai de Leava, le chef de bureau de la Commission européenne de Nouméa, M. PEGIDIS, a précisé que la maîtrise d'œuvre devrait débuter à la fin de l'année, pour pouvoir lancer un appel d'offre l'année prochaine.

Première visite du nouveau Directeur Général de l'IEDOM/IEOM

Le nouveau Directeur Général des Instituts d'émission, Hervé GONSARD, et le Directeur des Instituts, Philippe LA COGNATA, étaient en déplacement à Wallis-et-Futuna du 12 au 14 octobre. Durant leur séjour, ils ont pu rencontrer le Préfet ainsi que le Président de l'Assemblée Territoriale. Leur venue a également été l'occasion d'organiser une réunion économique à l'agence IEOM en présence du représentant au Conseil de Surveillance de l'IEOM, de plusieurs chefs d'entreprises et de chefs de services de l'Administration Supérieure et du Territoire. Cette réunion a permis de présenter au nouveau Directeur Général la structure économique du Territoire et plus particulièrement celle du secteur privé. L'évolution de l'activité économique dans chaque secteur économique et les perspectives ont pu être détaillées par les différents intervenants. Cette première mission dans le Pacifique s'est poursuivie par une visite de trois jours en Nouvelle-Calédonie.

Les chefs coutumiers du royaume de Sigave expriment leur mécontentement

Le 18 septembre dernier, la chefferie du royaume de Sigave à Futuna a adressé une lettre au Préfet pour exprimer son mécontentement. Dans le courrier, elle demande qu'on accorde à l'île sœur « l'autonomie financière pour que Futuna ait des pouvoirs de décision indépendants de Wallis, en vue d'un rééquilibrage des deux îles ». Elle rappelle par ailleurs son opposition au projet d'exploitation des minerais sous-marins au large de Futuna et regrette que les autorités coutumières n'aient pas été consultées avant la prise de certaines décisions à ce sujet. Napole POLUTELE, Député de l'archipel, a fait le déplacement à Futuna mi-octobre pour discuter de ces sujets avec les chefs coutumiers. Lors de ces entretiens, il a expliqué que l'autonomie financière de Futuna n'était pas à l'ordre du jour, tout en annonçant qu'un effort significatif serait entrepris en faveur de l'île au cours des prochaines années. La priorité sera d'accroître l'accès à l'eau et de la rendre potable. Sur le sujet, les coutumiers ont de leur côté officiellement donné leur accord pour que l'eau devienne payante puisqu'elle sera traitée.

Publications

L'IEOM a publié ses Évolutions bancaires et monétaires du 1^{er} semestre 2015. Cette note est téléchargeable sur notre site internet :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/publications/infos-financieres/evolutions-monetaires-au-30-06-2015.html>

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

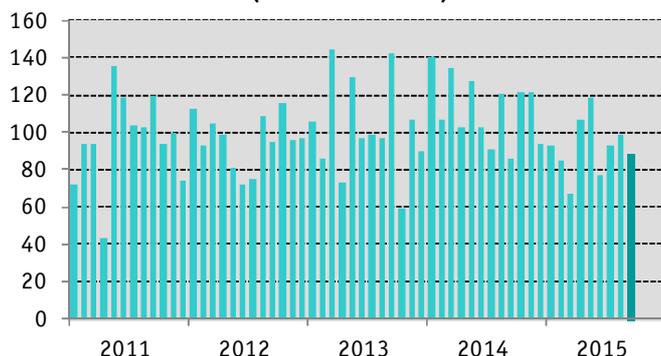
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 15	117,73	-	1,8%
SMIG mensuel en XPF		sept-15	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés		mars-15	2 077	-	0,8%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	sept-15	417	-16,5%	3,6%
	cumulées	sept-15	3 928	-	-10,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-15	87	-11,7%	2,0%
	cumulés	sept-15	826	-	-18,2%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	sept-15	36	19,4%	2,1%
	cumulées	sept-15	332	-	-4,3%

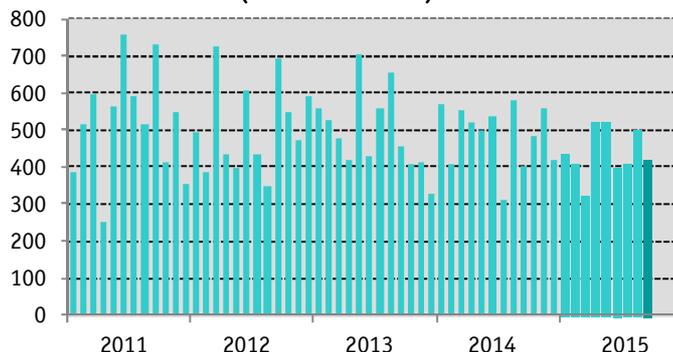
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	sept-15	1 476	2,9%	-8,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	sept-15	622	11,4%	-2,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	sept-15	142	3,6%	-2,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-15	2 478	43,8%	12,2%
	cumulé	juin-15	14 027	-	10,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-15	1 485	25,6%	3,2%
	cumulé	juin-15	7 011	-	7,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-15	2	-50,0%	-33,3%
	cumulées	sept-15	23	-	-14,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-15	14	-22,2%	0,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(millions de F CFP)



Importations
(millions de F CFP)



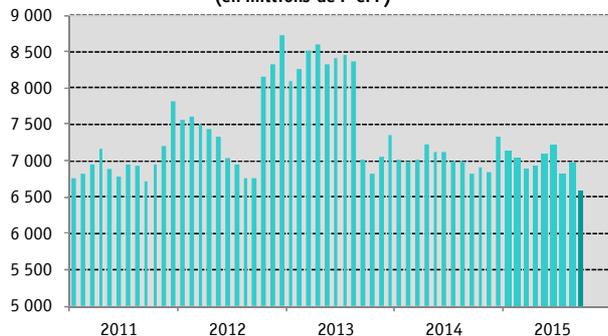
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

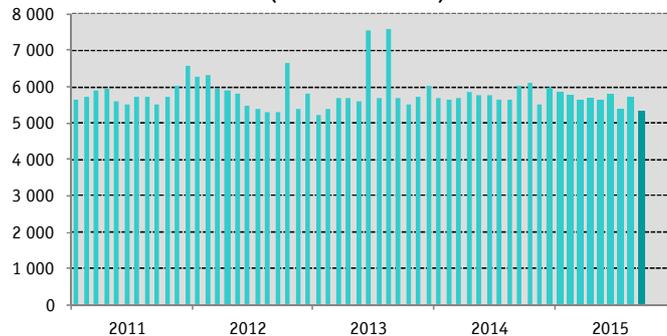
La masse monétaire atteint son plus bas niveau depuis fin 2010

en millions de F CFP	sept-14	août-15	sept-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 090	2 053	2 067	0,7%	-1,1%
Dépôts à vue	3 930	3 679	3 289	-10,6%	-16,3%
Total M1	6 019	5 732	5 357	-6,5%	-11,0%
M2-M1	507	422	430	1,7%	-15,3%
Total M3	6 816	6 964	6 596	-5,3%	-3,2%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

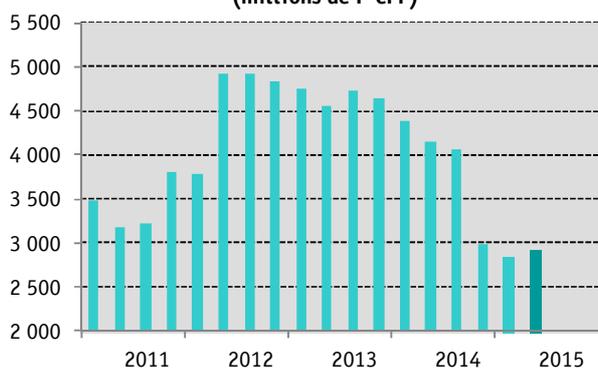


Concours de caractère bancaire

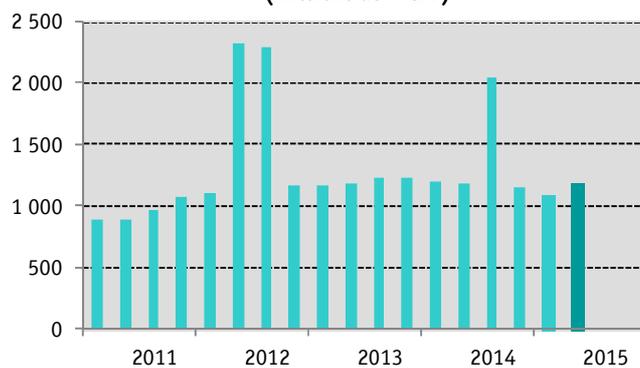
Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1 188	1 178	1 187	0,7%
Crédits à l'équipement	2 161	1 975	965	-51,1%
Crédits à l'habitat	447	348	198	-43,3%
Autres crédits	283	201	161	-19,6%
Total encours sain	4 079	3 702	2 511	-32,2%
Créances douteuses brutes	473	447	413	-7,8%
Total encours brut	4 552	4 149	2 923	-29,5%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

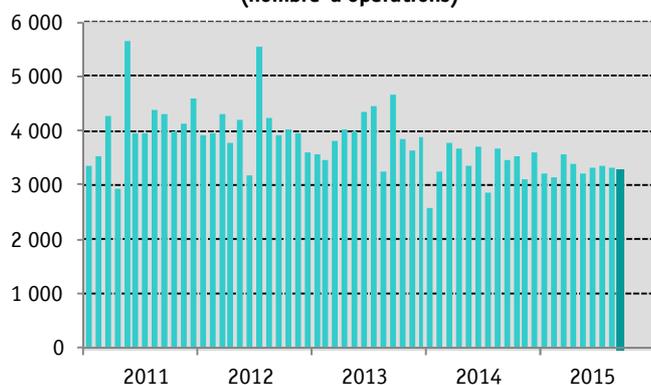


Compensation

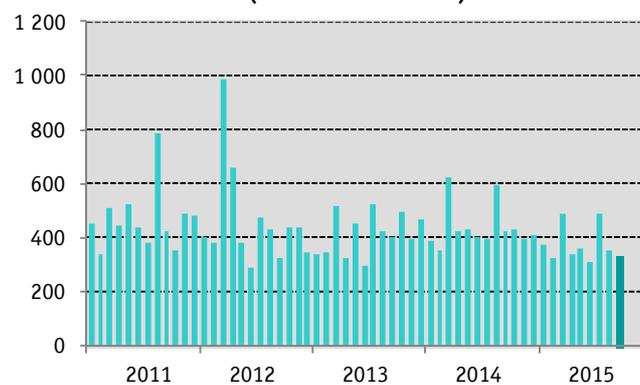
Diminution en nombre et en valeur des opérations de compensation

	sept-14	août-15	sept-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 454	3 325	3 262	29 729	-1,9%	-5,6%
Compensation (en millions de CFP)	425	356	329	3 371	-7,5%	-22,7%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents de paiement par chèque en août

en nombre	août-14	juil-15	août-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	144	39	23	421	-41,0%	-84,0%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Léger recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	août-14	juil-15	août-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	369	299	296	-1,0%	-19,8%
- dont personnes physiques	354	283	281	-0,7%	-20,6%
- dont personnes morales	15	16	15	-6,3%	0,0%

Stabilité du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sur l'année

en nombre	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	18	16	-11,1%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	115,60	117,73	1,8%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	15	15	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	659	568	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	72	78	7,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	58	65	12,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 060	2 077	0,8%
dont secteur privé	mars	809	813	0,5%
dont secteur public	mars	1 251	1 264	1,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	354	281	-20,6%
décision retrait cartes bancaires (nb)	août	13	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	août	650	421	-35,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 134	1 094	-3,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	655	652	-0,4%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	203	236	16,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	70	62	-11,4%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	septembre	4 379	3 928	-10,3%
exportations	septembre	-	-	-
recettes douanières	septembre	1 388	1 168	-15,8%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	septembre	1 010	826	-18,2%
dont taxes intérieures de consommation	septembre	347	332	-4,3%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	septembre	3 930	3 289	-16,3%
M1	septembre	6 019	5 357	-11,0%
M2	septembre	6 527	5 786	-11,3%
Dépôts à terme	septembre	290	810	179,6%
M3	septembre	6 816	6 596	-3,2%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
	juin	4 149	2 923	-29,5%
Ménages	juin	1 431	1 352	-5,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	1 194	1 198	0,3%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	237	154	-34,8%
Entreprises	juin	2 055	878	-57,3%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	9	36	317,3%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	1 789	695	-61,2%
Collectivités locales	juin	186	271	45,6%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	31	10	-66,8%
créances douteuses brutes	juin	447	413	-7,8%
taux de créances douteuses	juin	10,8%	14,1%	3,3 pt
Ensemble des actifs financiers				
	juin	3 134	3 003	-4,2%
Ménages	juin	1 070	1 163	8,6%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	1 603	1 950	21,6%
Sociétés	juin	1 603	1 950	21,6%
Autres agents	juin	2 263	2 235	-1,2%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/09/2015	31/08/2015	Var. M-1
EONIA	-0,1220%	-0,1100%	- 0,012 pt
EURIBOR 1 mois	-0,1130%	-0,0980%	- 0,015 pt
EURIBOR 3 mois	-0,0400%	-0,0330%	- 0,007 pt
EURIBOR 6 mois	0,0290%	0,0390%	- 0,010 pt
EURIBOR 12 mois	0,1420%	0,1600%	- 0,018 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	sept.-15	août-15	Var. M-1
TMO	1,2400%	1,2200%	+ 0,020 pt
TME	1,0400%	1,0200%	+ 0,020 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015

créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	taux	JORF
	4,29%	24/06/2015
autres cas	0,99%	

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015
taux JJ	0,150%	0,245%	0,080%	nd	nd	nd	0,470%	0,475%	0,445%
3 mois	0,540%	0,490%	0,445%	nd	nd	nd	0,620%	0,670%	0,670%
10 ans emprunts phares	2,070%	2,150%	nd	0,350%	0,380%	nd	1,770%	1,970%	nd

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,36%
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts à taux variable	3,63%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Prêts-relais	4,19%	Découverts en compte	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,51%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,97%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,45%	Découverts en compte	13,36%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,84%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	106,5177	1 NZD/XPF	67,9256	1 HKD/XPF	13,7441	1 GBP/XPF	161,5867	
100 JPY/XPF	88,5973	1 AUD/XPF	74,8678	1 SGD/XPF	74,9524	100 VUV/XPF	95,2193	1 FJD/XPF	49,0895

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER

Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP G-5

98600 Wallis-et-Futuna - Dépôt légal : 10/15 - Achievé d'imprimer en octobre 2015 - ISSN 1240-2818

Agence Wallis-et-Futuna

